

Les personnes d'abord!

Vous avez vu, comme moi, des films racontant des naufrages. Et vous avez entendu, comme moi, les marins crier « Les femmes et les enfants d'abord! » quand il s'agissait d'abandonner le navire. C'est cette phrase qui m'est revenue à la mémoire quand j'ai préparé ce message à la suite du Sommet des peuples, organisé en marge du Sommet des Amériques qui s'est tenu à Québec.



STOCK/N. Blouin

Les accords de la ZLEA qui s'élaborent entre les chefs d'État et de gouvernement de 34 pays des Amériques (à l'exclusion de Cuba), réunis derrière des portes closes et des barricades et sous la « protection » des forces policières, répondent bien davantage aux impératifs de la seule logique économique qu'aux exigences de la démocratie. Les populations du continent et, au premier chapitre, les pauvres, les populations autochtones, les travailleuses et les travailleurs, savent bien que la libéralisation du commerce ne crée pas, par magie, la démocratie, l'égalité, la justice, le développement social et culturel. C'est ce que les délibérations du Sommet des peuples ont

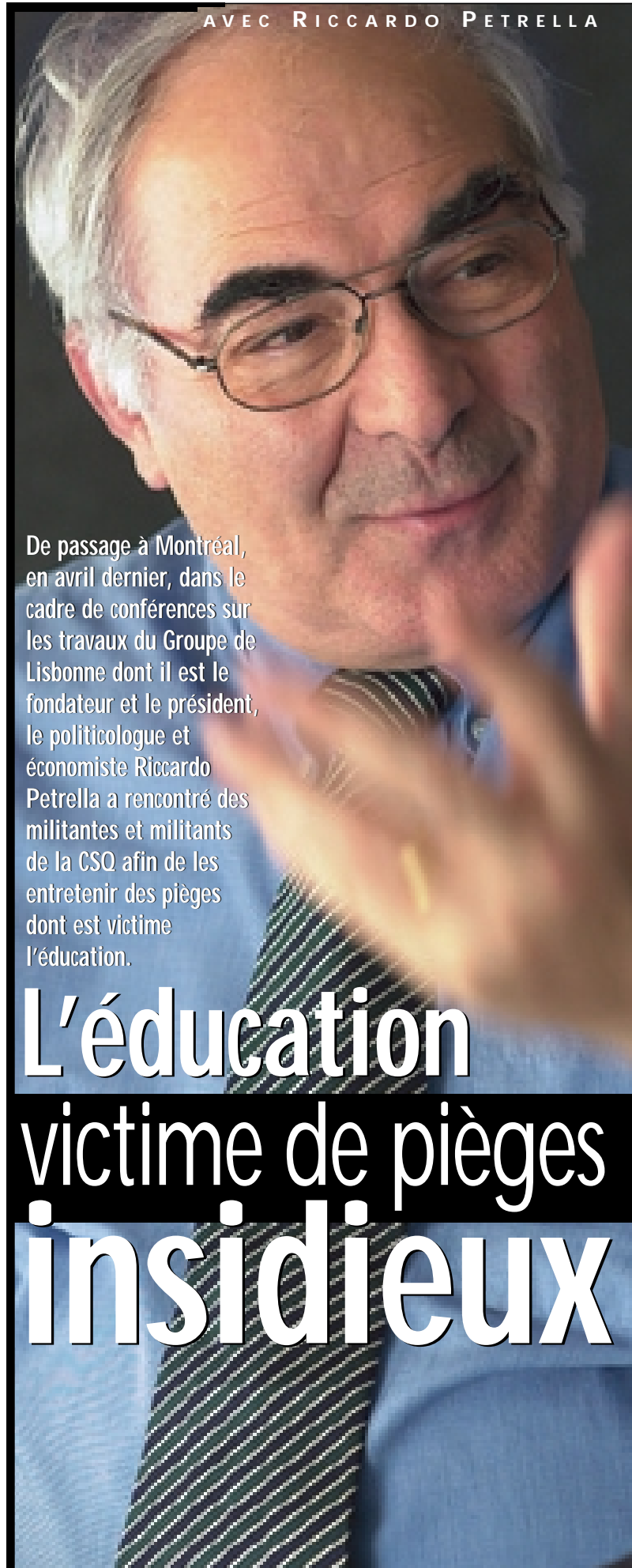
illustré avec rigueur; c'est ce que la grande manifestation à laquelle participaient plus de 45 000 personnes a illustré avec éloquence. Ce qu'il faut construire, ce sont des Amériques solidaires où les forces de l'argent sont au service des personnes plutôt que l'inverse.

Devant cette grande vague de solidarité, je n'ai pu m'empêcher de ressentir une grande fierté. Fierté à l'égard de la CSQ qui a organisé le Forum continental sur l'éducation. Fierté à l'égard du personnel de notre organisation, qui a contribué directement à la réussite de cet événement et qui a appuyé notre action syndicale tout au long de la semaine. Fierté pour tous les membres de notre Centrale dont la participation a été exemplaire aux divers forums de discussion du Sommet des peuples et à la manifestation. Cela m'a rappelé que, si notre engagement vient parfois compliquer nos rapports avec celles et ceux faisant partie de nos vies, notre attachement aux personnes donne, en même temps, tout son sens à notre engagement.

C'est pourquoi ce dernier numéro de *Nouvelles CSQ* pour l'année 2000-2001 a tenu à souligner la Semaine québécoise des familles et à vous présenter la famille des membres du Conseil exécutif. Question de vous rappeler que c'est en plaçant les personnes au centre des décisions politiques et de nos engagements collectifs et individuels que nous réussirons à développer des services publics de qualité, à discipliner les forces du marché et à renforcer la démocratie.

La présidente,

Monique Richard



De passage à Montréal, en avril dernier, dans le cadre de conférences sur les travaux du Groupe de Lisbonne dont il est le fondateur et le président, le politologue et économiste Riccardo Petrella a rencontré des militantes et militants de la CSQ afin de les entretenir des pièges dont est victime l'éducation.

L'éducation victime de pièges insidieux

Nos sociétés connaissent des changements majeurs dus, notamment, au développement technologique et à la mondialisation. Certains de ces changements méritent, selon Riccardo Petrella, une attention particulière, car ils sont à l'origine de pièges auxquels nous sommes tous confrontés.

Nouvelles CSQ l'a rencontré pour démystifier ces pièges et comprendre les défis qui attendent le monde de l'éducation à l'ère de la mondialisation.

Premier piège : l'éducation forme dorénavant des ressources humaines

Riccardo Petrella identifie cinq pièges dont est victime l'éducation. « Le premier de ces pièges est que l'on considère aujourd'hui l'éducation comme devant servir à former des ressources humaines et non plus des personnes. Jadis, on pensait que l'éducation servait à former des citoyens. Aujourd'hui, pour les entreprises, les gouvernements et même les écoles, les gens sont considérés comme des ressources au même titre que les ressources financières, technologiques et naturelles. Or, comme ressources, nous avons droit à l'existence dans la mesure où nous sommes des ressources rentables. »

Deuxième piège : la hiérarchisation des connaissances

Le deuxième piège périlleux soulevé par Riccardo Petrella est que l'éducation, dans la société de la connaissance, doit servir à fournir des savoirs utiles et pertinents. On assiste donc à la valorisation de certaines connaissances et à l'exclusion d'autres savoirs. « De plus en plus, la priorité en matière d'investissement des universités va vers les filières de formation qui débouchent sur des compétences et des savoirs dont ont besoin, à court terme, les entreprises dites de haute technologie. Toutes les autres connaissances perdent de la valeur. Quelle université, par exemple, voudrait offrir un programme sur la littérature byzantine du XIII^e siècle? »

Troisième piège : la privatisation de l'éducation

À ce sujet, Riccardo Petrella met le monde de l'éducation en garde contre le virus culturel de la privatisation dans les universités. « Les universités reçoivent toujours du financement public, mais on constate petit à petit qu'elles dépendent, pour le financement de la recherche, des entre-

prises privées, car les gouvernements ont beaucoup diminué leurs dépenses publiques, notamment en éducation et en santé.

« Chaque administration essaie donc de sauver son université et courtise les entreprises pour obtenir des contrats de recherche, ce qui entraîne la transformation de la connaissance en marchandise. Si bien que, maintenant, l'effort de la capacité créatrice des connaissances des systèmes nationaux de formation et d'éducation universitaire se fait dorénavant en fonction des besoins des entreprises et non pas en fonction du bien-être général. Et ça, c'est un énorme piège qui se traduit dans la logique *First patent then publish* (Breveter d'abord, publier ensuite). Auparavant, la recherche académique était du domaine public; maintenant, elle appartient aux entreprises qui détiennent les brevets. La privatisation signifie que pendant 17 ans, dans le domaine des sciences de la vie, ou 25 ans, dans le domaine de la physique ou de la chimie, celui qui détient le brevet a la propriété exclusive de cette connaissance. C'est l'appropriation capitaliste de la connaissance. »

Quatrième piège : la marchandisation de l'éducation

Le quatrième piège dans lequel est « tombée » l'éducation est la marchandisation, qui est devenue acceptable grâce au développement technologique de l'enseignement à distance, affirme-t-il.

« Le cheval de Troie, explique-t-il, ce sont les programmes d'enseignement *on-line*. Alors qu'on ne vend pas les programmes pédagogiques nationaux, ces programmes *on-line*, eux, sont vendus. Petit à petit, on a créé le marché de l'éducation. Il existe maintenant un marché mondial des programmes d'enseignement de la chimie, de l'histoire, de l'anglais, des mathématiques.

Étrangement, selon Riccardo Petrella, cette transformation de l'éducation ne fait l'objet d'aucune conspiration. « Les pièges font partie intégrante de notre système et semblent naturels, dit-il. Il semble naturel qu'une école secondaire puisse prétendre mieux former les élèves qu'une autre. Petit à petit, l'écramage des meilleurs devient la logique de l'école. Et ça, c'est un piège parce que les écoles ne sont pas supposées éduquer uniquement les meilleurs. Ce braquage sur les meilleurs, les meilleures écoles, les meilleures universités nous entraîne vers une société où l'éducation justifie les inégalités. »

Cinquième piège : la légitimation des inégalités

Pour cet économiste engagé, le pire des pièges dans lequel est tombée l'éducation c'est d'être utilisée comme système de légitimation des inégalités. « Rappelez-vous qu'à la fin du XIX^e siècle, ce n'est pas tout le monde qui pouvait voter. Les analphabètes, par exemple, n'avaient pas le droit de vote. Or, on note ces derniers temps que ce qui importe ce n'est plus l'égalité, mais l'équité. Ainsi, on dit qu'il est équitable qu'il y ait des différences. Il est devenu aussi équitable de dire que seuls les experts qui savent et s'informent peuvent participer aux affaires de la cité.

« Mais comme l'éducation est accessible à tout le monde, on conclut que si l'école certifie qu'un tel est fainéant ou imbécile, il est équitable qu'il y ait des inégalités. Et on attribue à l'école la fonction de la certification de la légitimité de l'inégalité. »

Des pistes d'action pour se libérer de ces pièges

Selon Riccardo Petrella, ces pièges ne sont pas inéluctables. « Pour que le monde change, il est essentiel de se servir de la parole pour démontrer que la logique de la compétitivité ne fait que des perdants. »

Il suggère également que les syndicats exercent un rôle plus politique pour favoriser le droit à l'éducation à l'échelle mondiale. Il prend en exemple la campagne d'OXFAM et de l'Internationale de l'éducation, en 1999, en faveur d'une « éducation publique de qualité pour tous ».

Mais le point de départ pour cette « autre » éducation est l'altérité. « Le système scolaire devrait se donner comme objectif prioritaire d'apprendre aux enfants à dire bonjour aux autres et d'enseigner ainsi à reconnaître l'existence des autres. »

Il suggère de transformer l'école en agora de la citoyenneté et de la solidarité : « Loin d'être une arme au service de la conquête des marchés et de l'élimination des concurrents, l'éducation doit être un moyen de promouvoir la création d'une richesse commune mondiale ».

Propos recueillis par
Isabelle Gareau et Luc Allaire



STOCK/N. Blouin